

IBM envisage la suppression de 1180 à 1385 postes, environ un quart des effectifs en France, selon les syndicats

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 6 heures,

Mis à jour il y a 3 heures



Le plan social présenté officiellement aux organisations syndicales d'IBM le 16 décembre. *ALAIN JOCARD / AFP*

Le géant de l'informatique américain IBM, qui souhaite se concentrer sur le «*cloud*» ou l'informatique dématérialisée, envisage de se séparer d'environ un quart de ses effectifs en France d'ici 2022, dans le cadre d'une réorganisation mondiale visant à se débarrasser des activités les moins rentables, selon les syndicats.

Ce plan social prévoit la suppression de 1.180 à 1.385 postes, soit environ un quart des effectifs en France et a été annoncé début novembre en comité européen de groupe sans chiffres précis pour l'Hexagone, selon l'Unsa et la CFE-CGC.

C'est un «PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) mixte, qui doit être présenté officiellement aux organisations syndicales le 16 décembre, avec un plan de départs volontaires mais aussi sans doute des licenciements s'il n'y a pas assez de volontaires», a expliqué à l'AFP Pierry Poquet, délégué syndical central Unsa (premier syndicat).

La CFE-CGC (2e), qui confirme ces informations, a interpellé mercredi dans un communiqué la nouvelle présidente d'IBM France Béatrice Kosowsky afin de lui *«demander des garanties face à l'ampleur des restructurations»*.

«C'est une stratégie mondiale. On n'a pas de vision sur ce que va proposer IBM demain pour la France. C'est comme si, arrivé à une période où une partie de ses compétences sont obsolètes par rapport à la révolution numérique en cours (Big Data, intelligence artificielle, 5G...), elle se débarrassait d'une génération dont elle ne sait pas utiliser le potentiel», a estimé Franck Setruk, délégué syndical central CFE-CGC, auprès de l'AFP.

Ces suppressions de postes s'inscrivent dans une restructuration mondiale d'IBM qui touche *«plus de 20% des effectifs en Europe, soit 7.700 personnes»,* selon l'Unsa, *«jusqu'à 25%, soit plutôt 10.000»,* selon la CFE-CGC.

Interrogée par l'AFP, la direction d'IBM France a indiqué que ses *«décisions en matière de personnel étaient prises afin de fournir le meilleur accompagnement à [ses] clients dans l'adoption d'une plateforme de cloud hybride ouverte et de capacités d'IA»* (intelligence artificielle).

«Nous continuons également à faire des investissements importants dans la formation et le développement des compétences des IBMers afin de répondre au mieux aux besoins de nos clients», a-t-elle assuré sans autre précision.

Scission

Cette réduction de près du quart des effectifs en France aura lieu *«avant la réorganisation majeure annoncée par Arwind Krishna, PDG d'IBM Corp., concernant la scission d'IBM en deux sociétés distinctes d'ici fin 2021»,* souligne la CFE-CGC.

Ce qui pourrait entraîner la *«réduction (totale) de près de 50% des 5.000 effectifs actuels d'IBM France»,* avec *«un transfert d'un peu plus d'un millier de postes supplémentaires en France vers la nouvelle structure»,* selon M. Setruk.

IBM a annoncé début octobre la scission de ses activités de gestion d'infrastructures en une société cotée pour se concentrer pour sa part sur le «*cloud*». La nouvelle compagnie va réunir les activités d'hébergement et de gestion de services et d'infrastructures qui disposent, selon IBM, d'un carnet de commandes de 60 milliards de dollars.

Le géant américain mise sur l'appétit des entreprises pour le cloud, et notamment le cloud hybride, mélange de cloud «*privé*» (serveurs en propre) et «*public*» (serveurs d'un fournisseur comme Amazon ou Microsoft, les leaders du secteur).

«Ces deux opérations (restructuration et scission, NDLR) s'ajoutent. Les chiffres sont tels qu'il va être difficile de rester dans du volontariat. Va-t-on pouvoir continuer à honorer nos clients? Qui seront leurs futurs interlocuteurs? Y aura-t-il des opportunités d'évolution? On craint que la seule logique soit de réduire les coûts salariaux», souligne M. Setruk.

Pour M. Poquet (Unsa), *«c'est un changement de stratégie : IBM se sépare de toute l'infogérance, se débarrasse des anciens métiers et des plus vieux salariés (les salariés âgés de plus de 50 ans sont majoritaires en France, NDLR) pour se focaliser sur les nouveaux (cloud, intelligence artificielle) avec moins de monde, plus jeune»*.

IBM emploie 400.000 personnes dans le monde. Il a généré 17,56 milliards de dollars de revenus pendant le troisième trimestre, contre 18 milliards l'année dernière, en baisse de 2,6%, mais a dégagé un bénéfice net en légère hausse de 1,8% à 1,7 milliard.